

LA RELANCE DE L'UNION DU MAGHREB ARABE

L'Union du Maghreb Arabe (UMA) est paralysée depuis 1994. Cette organisation régionale célèbre cette année son dix-huitième anniversaire, avec le même espoir de surmonter les nombreuses divergences.

L'Union du Maghreb Arabe (UMA) va-t-elle renaître de ses cendres ?

Car cette structure régionale regroupant le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie, créée le 17 février 1989 est littéralement paralysée depuis le dernier sommet qui s'est tenu à Tunis en avril 1994.

Une paralysie notamment due aux divergences entre le Maroc et l'Algérie sur le conflit du Sahara Occidental, territoire annexé par le Maroc en 1975 et qui réclame son indépendance.

Cette question fût à l'origine de plusieurs crises diplomatiques entre Alger et Rabat.

Alger soutenant et hébergeant le Front Polisario qui lutte pour l'indépendance du Sahara Occidental et réitérant que cette question est une affaire de décolonisation qui doit être traitée dans le cadre des résolutions des Nations Unies.

La problématique actuelle est donc la suivante : le Maroc est disposé à trouver des solutions à condition de confirmer la « *marocanité* » du Sahara ; le Polisario quant à lui tient à son indépendance et l'Algérie à la tenue d'un référendum s'inscrivant dans le cadre des résolutions des Nations Unies.

Ce sujet est donc le principal point de blocage d'une relance de l'Union du Maghreb Arabe entre les deux principaux antagonistes du projet d'union régionale.

Mais il faudra bien que les choses progressent pour qu'à un moment ou un autre, l'Union du Maghreb arabe puisse se faire sur la base d'une entente entre l'Algérie et le Maroc, car il n'est pas imaginable de voir cette union sans ces deux pays. Il faut dès lors trouver une solution durable au conflit qui oppose le Maroc au Polisario.

Le 30 avril 2007, le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté la résolution 1754 relative à l'ouverture de négociations directes entre les deux parties. Un premier round de ces négociations s'est tenu mi-juin 2007, un second en août 2007. Cependant de nombreuses rencontres seront nécessaires avant d'aboutir à une solution durable et viable pour toutes les parties en présence.

Mais les différends algéro-marocains ne sont pas seuls à l'origine du gel de l'Union du Maghreb Arabe. La remarque vaut également pour la Libye et la Mauritanie dont les relations se sont détériorées depuis que Nouakchott a accusé Tripoli d'être lié aux différentes tentatives de coups d'Etat.

Malgré cela, les responsables de l'Union du Maghreb Arabe ne désespèrent pas de voir ses mécanismes redynamisés et de traduire, dans les faits, les appels incessants à sa relance en vue de sortir des blocages et de la morosité qui la caractérise actuellement.

En effet, les statuts de l'Union du Maghreb Arabe prévoient un sommet annuel des chefs d'Etat. Mais le dernier sommet, tenu à Tunis, remonte à 1994 tandis qu'une autre réunion, programmée fin 2003 à Alger, a été reportée sine die.

Première percée timide, la réunion des chefs de la diplomatie maghrébins à Rabat à l'occasion de la commémoration du 16^{ème} anniversaire de l'organisation régionale. Lors de cette rencontre, qui n'a toutefois pas fait l'objet d'une annonce officielle, les cinq ministres ont convenu de poursuivre les consultations pour fixer la date d'un prochain sommet des chefs d'Etat des pays membres.

Des consultations entre les chefs de la diplomatie se sont tenus en marge du sommet de la Ligue Arabe à Alger les 22 et 23 mars 2005 afin de fixer la date d'un prochain sommet des chefs d'Etat. Les ministres ont également débattu de la gestion et du fonctionnement du Secrétariat Général de l'Union

du Maghreb Arabe dont le siège est à Rabat. Mais la réunion ministérielle de Rabat s'est surtout penchée sur les moyens de relancer l'Union du Maghreb Arabe.

Et à ce sujet, les déclarations appelant à mettre en veilleuse les divergences maghrébines pour ressusciter l'organisation ont été nombreuses. « *J'ai espoir que le processus maghrébin prendra la bonne voie et ce dans le cadre de l'accord fondateur de l'UMA à Marrakech* », a ainsi déclaré à l'ouverture de la réunion Mohamed Benaïssa, Ministre marocain des Affaires Etrangères.

Tout en évoquant la volonté partagée d'Alger de dynamiser l'Union du Maghreb Arabe, la diplomatie algérienne a, de son côté, souligné le besoin de réformer cette organisation, estimant qu'elle doit « jouer un rôle » au sein de la Ligue Arabe.

A Nouakchott le 21 septembre 2007, le Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), Lehbib Ben Yahya a annoncé la tenue prochaine de plusieurs rencontres destinées à relancer les activités de cette organisation régionale.

S'exprimant à l'issue d'une audience chez le Président mauritanien Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, le Haut responsable de l'Union du Maghreb a notamment annoncé la réunion, courant 2008 à Nouakchott, des commissions de l'Institution chargées de la sécurité alimentaire, du tourisme et de l'artisanat.

Ces différentes rencontres devraient aider à avancer sur la voie de l'édification de l'ensemble sous-régional qui regroupe l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie, mais dont le fonctionnement est principalement miné par l'antagonisme Algérie/Maroc sur le dossier du Sahara Occidental.

Il est donc impératif de relancer cette Union du Maghreb Arabe, d'autant plus que les volontés existent et que cette union est une nécessité dans un contexte de mondialisation. Les pays du Maghreb ne peuvent se permettre d'affronter seuls et désunis les mutations futures, quelles soient économiques, sociales, culturelles ou politiques.

Les événements vécus aujourd'hui, les développements géostratégiques, économiques, sociaux et civilisationnels doivent interpeller les dirigeants du Maghreb quant à la nécessité de mener une réflexion profonde sur la réalité maghrébine permettant de surmonter toute subjectivité pour aller de l'avant dans un esprit empreint de solidarité et applanir les différends qui entravent la marche de l'UMA.

Aujourd'hui, après une décennie d'inaction et de désaccords, les pays maghrébins ne désespèrent pourtant pas de redonner vie à leur union afin que le 17 février de chaque année ne soit plus réduit à une simple date anniversaire où l'on se contente de se remémorer avec amertume les rêves perdus et les espoirs déçus.

Toutefois, en dépit d'une conviction générale quant à la nécessité de relancer l'action de l'union pour lui permettre de jouer pleinement son rôle, l'Union du Maghreb Arabe tarde à reprendre son envol.

Il ne faut plus s'habituer à entendre des déclarations de bonne volonté fuser de toutes parts et rester sans lendemain.

Le temps de l'action s'impose sur l'inaction et la facilité, car cet immobilisme tue à petit feu cette grande idée d'union régionale.

Il est maintenant temps de prendre avec courage les grandes décisions qui feront avancer tous ensemble les peuples du Maghreb Arabe.

N. ZAMMIT Ph.D